

# Interview de Marc SAWICKI, adjoint au maire de Brest

## 1. En quoi consiste ce dispositif du Camion de dépistage et pourquoi l'avoir mis en place à Brest ?

La prévention et la lutte contre le sida et les hépatites qui émanent d'une politique volontariste sont une priorité pour la ville de Brest. En 1996, un collectif a été mis en place regroupant différents organismes impliqués dans la lutte contre le sida. En 1997, la ville de Brest met à disposition du collectif sida un camion itinérant, présent 8 fois dans l'année.

Ce camion a pour objectif d'informer et de sensibiliser la population aux problèmes du sida, de faire connaître les structures existantes et de favoriser l'accès aux soins.

La présence du camion est communiquée par le biais de cartons d'invitation disposés dans différents lieux publics, des panneaux électroniques de la ville... Des étudiants en soins infirmiers sont également présents dans les alentours du camion pour informer le public, distribuer des préservatifs.

Le dépistage se fait dans le camion avec un entretien préalable avec l'infirmière. Une tente dressée devant le camion sert de salle d'attente et permet de préserver la confidentialité. Les résultats sont transmis la semaine suivante à l'hôpital.

## 2. Quel bilan tirez-vous de cette expérience ?

Cette «délocalisation» du centre de dépistage anonyme et gratuit du CHU a pour objectif de toucher le plus de monde possible en allant directement à la rencontre des habitants. L'accès au dépistage est facilité par cette notion de proximité.

Le camion permet également d'échanger, d'informer. Cette année, le préservatif féminin était présenté et son utilisation expliquée systématiquement à chaque personne venant se faire dépister.

Sur les 5 dernières années, la moyenne des tests est de 94 par journée avec un maximum atteint en novembre 2005 : 117 dépistages dans la journée.

Le développement des relations ville / hôpital est essentiel. Le camion de dépistage est la traduction concrète d'une politique de prévention basée sur le partenariat et ancrée au sein de la ville.

## 3. Pensez-vous qu'il soit important que d'autres collectivités mettent en place ce même dispositif ?

Autant nous faisons souvent appel aux expériences des autres collectivités ou associations, autant nous espérons que les succès rencontrés par les actions du collectif sida de Brest pourront servir à d'autres.

## ATTENTION :

**Elus Locaux Contre le Sida a un nouveau site Internet !**

Vous pouvez désormais nous retrouver à l'adresse suivante : [www.elcs.fr](http://www.elcs.fr)

Bonne visite !

## CALENDRIER D'ELCS

• **LE HAVRE,**  
le 7 octobre

• **ARLES,**  
le 14 octobre

• **BORDEAUX,**  
le 4 novembre

• **ETATS GÉNÉRAUX D'ELCS,**  
le 26 novembre

• **ANNECY,**  
le 18 novembre

• **MONTPELLIER,**  
le 9 décembre

• **NÎMES,**  
le 10 décembre

Merci aux partenaires d'ELCS :





### Appel aux élus locaux : un ruban rouge sur toutes les collectivités locales pour le 1<sup>er</sup> décembre 2005, Journée mondiale de lutte contre le sida

Plus de 100.000 personnes séropositives, 6.000 nouvelles contaminations en 2003, une augmentation des pratiques à risques, un manque de structures hébergeant les personnes malades, un niveau de connaissances en baisse ...

Voici la réalité du sida aujourd'hui en France. Le constat est dur, il n'en reste pas moins vrai. Bien sûr d'énormes progrès ont été faits mais la situation impose l'investissement de tous. Les associations ne peuvent, seules, tout faire, il est nécessaire que les élus locaux s'engagent de façon déterminée dans ce combat pour la vie.

C'est précisément ce rôle de mobilisation et de sensibilisation qu'Elus Locaux Contre le Sida entreprend depuis 10 ans.

Pendant longtemps, nous avons trop souvent entendu que la lutte contre le sida était une compétence exclusivement étatique alors que la répartition des compétences, obéissant à un impératif de traitement égalitaire ou au minimum équitable permettant d'éviter une trop grande disparité entre les régions, n'interdit absolument pas aux collectivités locales de se préoccuper du sida. Les initiatives des collectivités ne doivent pas être uniquement circonscrites dans les limites posées par les textes, mais elles doivent être guidées par des valeurs de générosité et d'humanisme et par un réel volontarisme politique.

Les domaines d'actions des collectivi-

tés locales en matière de lutte contre le sida sont nombreux et variés. Il n'est pas de notre propos de faire un catalogue exhaustif mais de donner simplement quelques exemples. En tant qu' élu local, vous pouvez mettre en place des campagnes d'information locales, participer



à la politique de prévention par la mise à disposition gratuite de préservatifs. En tant qu'employeurs publics, vous pouvez accentuer et généraliser la formation des personnels municipaux à la maladie. Vous avez aussi un rôle important à jouer quant à la lutte contre la précarité et la réinsertion des personnes touchées, par exemple en soutenant l'ouverture d'appartements de coordination thérapeutique ou en développant des formations spécifiques

pour les malades qui souhaitent reprendre un travail. De même, vous pouvez décider de vous engager dans l'aide internationale par le biais de la coopération internationale décentralisée ... De multiples pistes de réflexion et d'action vous sont offertes.

**Cette année, la lutte contre le sida a été déclarée « Grande cause nationale ». En tant qu' élu local, peut-être plus encore que les années précédentes, il importe de se mobiliser notamment autour du 1<sup>er</sup> décembre, Journée mondiale de lutte contre le Sida. Dans cette optique, nous vous sollicitons pour que vous acceptiez de mettre en place un grand ruban rouge, symbole de la lutte contre le sida, sur la façade de votre collectivité autour du 1<sup>er</sup> décembre.**

**Le ruban rouge est connu de l'ensemble de nos concitoyens, il représente la solidarité avec les personnes touchées mais aussi plus largement la volonté de lutter contre cette terrible pandémie. Son installation sur la façade de votre collectivité aurait une portée symbolique très forte pour l'ensemble de nos concitoyens et signerait ainsi le réengagement du politique dans ce combat pour la vie afin de prouver que le sida se soigne aussi par la politique.**

#### SOMMAIRE

Appel aux élus locaux .....	1
Lutte contre le sida : la remobilisation nécessaire chez les gays..	2
Le dépistage au VIH: une priorité de santé publique .....	3
Interview de Marc SAWICKI, adjoint au maire de Brest.....	4
Calendrier des réunions ELCS - site Internet ELCS.....	4

# Lutte contre le sida : la remobilisation nécessaire chez les gays

Par Jean-Luc ROMERO, président d'ELCS et du collectif « Sida grande cause nationale 2005 »

Au-delà de l'image de fête et de convivialité, au-delà des rires et de la musique, les Gay Pride sont un formidable temps de mobilisation et l'occasion d'affirmer haut et fort un certain nombre de revendications. En juin 2005 les organisateurs des Gay Pride en France avaient décidé de s'associer à l'année « Sida grande cause nationale 2005 » et de porter un message de remobilisation face au sida. Toutes les marches ont observé une minute de silence en hommage aux victimes du sida et de nombreux débats ont eu lieu dans toute la France sur le thème « homosexualité et sida ». Cette mobilisation d'ampleur de la communauté homosexuelle était, au regard de la situation épidémiologique, indispensable.

En effet, alors qu'elle a payé un très lourd tribut à ce virus et a été honteusement stigmatisée - rappelons-nous que certains parlaient du sida comme du « cancer gay », la communauté homosexuelle a su, pendant de très nombreuses années et pratiquement seule, porter la lutte contre le sida, informer le grand public sur la réalité de la pandémie, soutenir les personnes touchées et faire du sida une vraie priorité de santé publique.

Depuis quelques temps, les conduites sexuelles à risques se banalisent. Les chiffres donnés par l'Institut National de Veille Sanitaire sont alarmants et doivent être le signal d'une remobilisation d'ampleur de la communauté homosexuelle. Bien évidemment, la crainte de la stigmatisation reste forte. Pour autant

faut-il se cacher la vérité ? Un homosexuel sur dix en France est séropositif et un tiers des homosexuels ne connaît pas son statut sérologique... Le discours de la fin des années 90 - début 2000 affirmant la nécessité de distinguer le militantisme homosexuel et la lutte contre le sida est dépassé. Il nous faut réfléchir à une

sages classiques de prévention n'ont plus prise ? Associations et pouvoirs publics se doivent d'ouvrir une vraie réflexion afin de promouvoir cette notion de responsabilité - notion fondatrice de toute démarche de prévention, responsabilité non pas seulement comme protection de soi mais aussi et surtout protection de l'autre.

La communauté homosexuelle ne peut faire l'économie d'une vraie réflexion sur le sida mais il est tout aussi indispensable que la société, dans son ensemble, puisse s'interroger sur le regard qu'elle porte sur l'homosexualité. La prévention en milieu gay ne peut être véritablement efficace que si la personne voit son identité reconnue et acceptée par la société. Or aujourd'hui, contrairement à ce que l'on pourrait penser, il est toujours très difficile de dire et de vivre son homosexualité : rejet parental, injures, homophobie latente... On peut considérer que la banalisation des comportements à risque et donc la hausse des contaminations au VIH - principalement chez les jeunes gays - est une des conséquences de ce mal-être et de cette non-estime de soi

causés par le regard que la société porte sur eux.

La lutte contre le sida est tout autant l'affaire d'une remobilisation de la communauté homosexuelle que la responsabilité de la société qui se doit de porter un regard plus tolérant sur l'homosexualité.

**UN HOMOSEXUEL  
SUR DIX  
EST CONTAMINÉ  
PAR LE VIH.  
PLUS DE QUATRE  
HOMOSEXUELS  
DÉCOUVRENT  
CHAQUE JOUR  
LEUR SEROPOSITIVITÉ.**

**SIDA:  
NOUS ARRÊTONS QUAND ?**



nouvelle politique de prévention qui pourra toucher l'ensemble de la communauté gay et qui, sans stigmatiser les homosexuels, leur rappellera qu'ils restent un groupe particulièrement vulnérable au VIH. Le défi est de taille : face au sida, qu'y a-t-il de commun entre un jeune gay qui pense qu'on peut se soigner avec quelques cachets et un homosexuel plus âgé qui a connu l'hécatombe des années 80 - 90 et sur qui les mes-



# LE DÉPISTAGE, UNE PRIORITÉ DE SANTÉ PUBLIQUE

Elus Locaux Contre le Sida et Sida Info Service ont, le 28 janvier dernier, ouvert l'année « Sida grande cause nationale 2005 » sur le thème du dépistage à travers l'organisation d'une "Journée nationale du dépistage". Dans toute la France notamment à Bordeaux, Cannes, Lyon, Marseille, Montpellier, Nancy, Nîmes, Nice, Paris, Strasbourg... des hommes politiques et des personnalités du monde culturel se sont faits dépister au VIH et des actions d'information ont été organisées à l'attention du grand public. Les objectifs de cette manifestation étaient doubles : d'une part faire passer un message d'incitation au dépistage au VIH en rappelant ses principes, d'autre part informer le grand public sur les réalités de la maladie en visant une prise de conscience. Pour avoir une vision complète des actions engagées, vous pouvez consulter le bilan sur le site Internet d'ELCS : [www.elcs.fr](http://www.elcs.fr).

Ce thème du dépistage est et doit rester une priorité de santé publique : la France est le 2<sup>ème</sup> pays européen où le taux de dépistage au VIH est le plus important ; paradoxalement les conséquences les plus graves de la maladie sont très souvent dues à un dépistage tardif. Alors qu'en France, en 2003, près de 5 millions de tests ont été pratiqués avec un taux de croissance du nombre de tests d'environ 5% par an, on estime à 40.000 le nombre de personnes séropositives qui ne connaissent pas leur statut sérologique. En outre, dans un cas sur deux, l'annonce de la séropositivité intervient après l'apparition d'une pathologie liée au sida, limitant ainsi l'efficacité des traitements. Face au relâchement de la prévention et à la banalisation de la maladie et de ses conséquences, le dépistage tient donc une place centrale dans la stratégie de lutte contre le sida et constitue la seule réponse adaptée.

Les défis sont nombreux : défi quant à l'information, défi quant aux nouveaux modes de dépistage, défi quant au financement des Centres de Dépistage Anonyme et Gratuit (CDAG).

- Un défi quant à l'information : la moitié des personnes découvrent leurs séropositivité au moment de l'entrée

dans la maladie. Face à ce constat, le défi est de taille : comment inciter les gens à se faire dépister et lutter contre le dépistage tardif ? Ce phénomène résulte souvent d'une précarité qui est, soit vécue par les personnes (situation d'exclusion, difficultés économiques et sociales), soit crainte si la séropositivité était découverte par l'entourage. Pour beaucoup, contamination au VIH rime avec « mort sociale ». Face à cela, la campagne d'été de l'INPES sur le thème du dépistage ne peut qu'être approuvée dans ce sens où elle cible



Jean-Luc ROMERO et Xavier BERTRAND, ministre de la santé et des solidarités, lors de la journée nationale de dépistage du 28 janvier 2005

tout autant le grand public que les deux groupes les plus touchés par cette épidémie : les gays et les migrants. Le rôle des professionnels de la santé doit lui aussi être souligné : ils doivent amener les personnes à faire un test de dépistage en rappelant les principes de gratuité mais surtout de confidentialité de la démarche. Plus largement, il est essentiel que les pouvoirs publics et les leaders d'opinion se mobilisent afin de faire respecter le principe de non-discrimination à l'encontre des personnes touchées.

- Un défi quant aux nouveaux modes de dépistage : outre la question des unités mobiles de dépistage (cf : interview de Marc SAWICKI en page 4) se pose la question des autotests. En vente libre sur Internet, ce type de test, grâce à un marketing agressif, peut paraître séduisant. Pourtant, comme l'affirme le Conseil Nationale du Sida « les plus grandes réserves doivent être mises quant à l'utilisation de ces autotests ». En effet, outre la fiabilité relative des tests et les interrogations quant au respect de la fenêtre de séroconversion, l'absence d'encadrement médical est

tout aussi problématique et ne permet pas à la personne qui fait le test d'avoir une information de qualité sur la pathologie. Par ailleurs, « la prise en charge administrative et sociale qui doit accompagner l'annonce d'un résultat positif n'est pas assurée, en particulier pour les personnes en situation de précarité ».

Le CNS estime enfin qu'il « ne faut pas non plus négliger le risque possible de l'usage abusif d'un autotest sous contrainte ou sous pression d'un partenaire, d'une famille, d'un employeur, d'un assureur... ».

- Un défi quant au financement des CDAG : la loi de décentralisation prévoit en effet de recentraliser les compétences de santé publique qui avaient été transférées aux départements, notamment les politiques de vaccinations et de lutte contre la tuberculose, les MST, et un certain nombre d'autres maladies. Il revient donc à l'Etat de financer les CDAG. En pratique, de nombreux retours d'associations nous laissent à penser que certaines structures seraient fermées faute de reconduction des crédits par l'Etat. Il faut réaffirmer ici le rôle indispensable de ces structures. D'une part, ces centres touchent une population particulièrement exposée : une personne séropositive sur 10 est dépistée dans un CDAG alors que seulement 6% de l'ensemble des tests y sont réalisés. D'autre part, la consultation en CDAG, par le biais de l'entretien individuel avec le médecin, permet de faire le point sur les connaissances (moyens de protection, modes de transmission...) et d'expliquer au mieux les situations de prise de risques. Pour ces raisons, un effort soutenu de l'Etat en matière de financement des CDAG est indispensable.

Le dépistage doit être une priorité de santé publique en ce sens qu'il permet aux personnes séropositives de bénéficier de soins adaptés et aux personnes séronégatives d'informations pour comprendre et éviter les situations de prise de risques.